

L'INDÉPENDANCE

Belgique : un numéro 20 centimes.

BRUXELLES, 42 fr. par trimestre, 40 par année.
 PROVINCE, 45 fr. par trimestre, 44 par année.
 ALLEMAGNE, 48 fr. par trimestre, 46 par année.
 AUTRES PAYS, 42 fr. par trimestre, 40 par année.

BELGE.

Edition du matin

Observatoire Royal.

28 juillet, à midi.

23° jour de la lune.

BAROMÈTRE OBSERVÉ. 761 mm 06
 THERMOMÈTRE centig. du baromètre. 23° 8
 THERMOMÈTRE centig. de l'air. 24° 0
 Id. maximum depuis hier midi. 27° 7
 Id. minimum depuis hier midi. 17° 6
 VENT. 50
 SOLEIL, lever. 4 h. 21 m.
 Id. coucher. 7 h. 51 m.
 LUNE, lever. 11 h. 36 m.
 Id. coucher. 2 h. 10 m.

B. LUNDI

On s'abonne :
 BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62;
 PROVINCES, dans tous les bureaux de poste;
 PARIS, Havas, rue J.-J. Rousseau, 51;
 ALLEMAGNE, Autriche, Suisse (principales villes),
 Haasenstein et Vogler;
 LONDRES, Cowie and son, 2, St-Anne's lane, Delizy,
 Davies et Co, 4, Finch lane, Cornhill, 1, Cecil st,
 Strand; Smith and son, 188, Strand; A. Maurice, 13,
 Tavistock Row; Aug. Siegle, 410, Leadenhall street.
 AMSTERDAM, B. Eisinga, libraire;
 LA HAYE, Belinfante frères, libraires;
 ROTTERDAM, M. Nijh et Van Diner, libraires;
 LUXEMBOURG, au bureau de poste;
 ROME, Morle, libraire, place Colonna;
 GENÈVE, Crisafolini, place de la Poste, 21;
 FLORENCE, Vissieux, cabinet littéraire;
 NAPLES, Alphonse Duran, Bailly Baillière;
 MARIEN, Alphonse Duran, Bailly Baillière;
 CONSTANTINOPLE, Christian Roth, libraire;
 SMYRNE, Desclips et Co, libraires.

BRUXELLES, 29 juillet

REVUE POLITIQUE.

Les nouvelles de France sont aujourd'hui d'une complète nullité.

C'est demain que M. Thiers doit se rendre au sein de la commission de prorogation pour y donner les explications attendues sur la politique intérieure du gouvernement. Est-ce la paix ou la guerre qui va sortir de cette entrevue? C'est la paix vraisemblablement, ou du moins une trêve qui permettra à tout le monde de jouir des vacances avec une suffisante liberté d'esprit, car encore bien que la commission soit en majorité composée de députés ayant pris part à la malencontreuse manifestation des bonnets à poil, l'ardeur belliqueuse de ces manifestants est singulièrement tombée. On n'a pu voir déjà par le peu d'accueil fait aux impatients qui voulaient régler sans attendre le président de la république les travaux que l'Assemblée aura à terminer encore avant la prorogation.

Nous avons indiqué hier le point où en est arrivée, au tribunal arbitral de Genève, la question anglo-américaine. De nouvelles informations nous donnent l'explication du temps d'arrêt survenu dans les délibérations des arbitres.

Ceux-ci ont senti la nécessité d'examiner si l'Angleterre possédait, dans sa constitution et ses lois, le moyen de prévenir les faits dont se plaint l'Amérique, et si elle a rien négligé de ce que lui permettait la légalité pour empêcher l'armement des corsaires américains dans ses ports.

Il paraît que l'Angleterre tient à prouver que, sur les quatre cas signalés, trois ne sauraient être imputés à sa charge, et que, pour le quatrième, concernant l'*Alabama*, elle n'est responsable que d'un retard survenu dans l'exécution des ordres donnés par le gouvernement.

Quant à la question de l'indemnité, on assure que la somme demandée à ce titre par l'Amérique sera considérablement réduite par le tribunal; il accorderait pour les déprédations de l'*Alabama* une somme globale de 35 millions de francs et pour celles de la *Florida* 15 millions. On présume que le tribunal n'aura pas terminé sa tâche avant deux mois.

La situation paraît se dessiner à Anvers. Le Journal de Bruxelles de ce matin annonce que le gouverneur d'Anvers est appelé à Bruxelles pour y recevoir des instructions. L'*Étoile*, de son côté, nous dit que, d'après les nouvelles d'Anvers, la majorité de la députation se prononce contre l'annulation des opérations électorales. Nos renseignements particuliers ne contredisent pas ce qui précède et nous autorisent à croire que les opérations électorales d'Anvers seront validées.

Nous avons annoncé que l'élection communale d'Anvers serait validée. Est-ce la députation permanente d'Anvers qui lui fait féliciter de cet acte de justice... et de prudence? N'est-ce pas plutôt le gouvernement? L'*Étoile* assure que la majorité de la députation permanente, après avoir ordonné une enquête illégale en principe et dérisoire en fait, n'a pas cru devoir aller jusqu'à l'annulation des opérations électorales. C'est possible; nous ne le contestons pas; nous constatons seulement qu'en dépit du proverbe son second mouvement vaut mieux que le premier. Mais, quelle que soit la part de la députation dans ce second mouvement, il est évident pour nous qu'elle n'a pas eu l'initiative, et que, partant, elle n'en a pas tout le mérite. Il est évident pour nous que le ministère a pesé sur la députation. Le Journal de Bruxelles le reconnaît implicitement en annonçant que M. le gouverneur Pycke a été mandé à Bruxelles pour conférer avec le ministre de l'Intérieur et recevoir ses instructions au sujet des élections antérieures.

Quoi qu'il en soit, le fait de la validation est acquis. C'est quelque chose; mais ce n'est pas assez pour que justice soit faite et que satisfaction soit donnée à l'opinion publique.

Il ne faut pas que le ministère s'imagine qu'en imposant à ses amis politiques la validation du scrutin d'Anvers, il va du même coup apaiser l'opinion libérale justement indignée des manœuvres qui se trament à Malines et à Namur, et qui, dans cette dernière localité, ont peut-être abouti, à l'heure qu'il est, à un évident déni de justice.

Nous n'avons pas attendu dire que M. le gouverneur de Namur ait exercé son recours au Roi contre l'arrêt de la députation permanente. Le délai expirait hier. Son arrêt doit devenir exécutoire. Si M. Del Marmol est considéré comme élu au premier tour de scrutin, alors qu'il n'a pas même été élu au second, s'il est procédé à un nouveau scrutin, il ne faut pas que le ministère se figure qu'il pourra faire comme Pilate, et rejeter la responsabilité de cette affaire sur les membres de la députation, ses amis, et sur le gouverneur, son agent.

Nous avons le droit de lui dire : Vous avez fait appeler le gouverneur d'Anvers. Pourquoi n'avez-vous pas mandé le gouverneur de Namur? Vous aviez le droit d'ordonner au gouverneur de prendre son recours contre l'arrêt de la députation. Pourquoi n'en avez-vous rien fait? On assure que vous avez eu sous les yeux les bulletins annulés par la députation. Vous avez laissé commettre un acte arbitraire que vous aviez le droit, le pouvoir et le devoir de casser. Vous êtes coupable, et le pays vous demandera compte de votre conduite.

Et Malines? Là, l'enquête continue; une bonne plaisanterie que cette enquête, encore un acte que le ministère avait le droit et le devoir d'empêcher, car c'est de la part de la députation permanente un véritable abus de pouvoir. Mais enfin, on ne connaît pas encore le résultat de cette enquête. Sera-ce la validation? Nous voulons encore l'espérer. Nous voulons croire que la députation permanente n'aura pas moins de bon sens à Malines qu'à Anvers. Si, au contraire, l'enquête tourne à l'annulation, que la députation permanente et surtout le ministère y prennent garde. L'annulation des élections de Malines serait plus scandaleuse encore, si c'est possible, que

celle du scrutin anversois. A Malines, en effet, le vote a été précédé de tentatives de corruption électorale auxquelles le ministère s'est associé dans la personne d'un de ses membres. Malgré cela, le parti libéral a remporté une victoire complète. Et l'on annulerait une élection faite dans ces conditions!

Il serait par trop fort vraiment que, pour sa justification, le ministère vint dire aux Chambres et au pays : Nous avons fait valider l'élection d'Anvers parce que dans cette ville les esprits étaient très-montés, et parce que l'annulation menaçait d'y faire éclater des troubles qui auraient pu avoir de graves conséquences pour la sécurité publique en général et la sécurité ministérielle et gouvernementale en particulier. Nous avons laissé annuler le ballottage de Namur et l'élection de Malines, parce que si les agitations anversoises nous inquiètent, nous ne craignons pas les agitations malinoises et namuroises, nous aurons facilement raison, — et spécialement pour Malines, parce que nous avons fait dans cette ville un essai de corruption qui n'a pas réussi.

S'il ne dit pas cela, que dira-t-il?

Le Précurseur apprécie en ces termes un récent arrêt de la cour de cassation :

« La Belgique judiciaire a publié un arrêt important rendu par la cour de cassation en cause de Gaulon contre le ministre de la guerre; cet arrêt porte la date du 4 juillet 1872 et a été rendu, conformément aux conclusions de M. le procureur général. Il nous paraît nécessaire de le signaler à l'attention du pays parce qu'il consacre un principe dangereux, celui de l'impunité de l'autorité militaire, quand il s'agit de la défense de notre neutralité. M. le procureur général Ender, pour justifier sa thèse, invoque ces deux règles de l'antiquité : *salus populi, suprema lex*, le salut du peuple est la loi suprême, *nécessitas facit jus*, nécessité fait loi.

Or, nous avons dans notre droit public un article, l'article 130 de la Constitution qui porte : *La Constitution ne peut être suspendue en tout, ni en partie.* Il résulte de cet article que le pouvoir exécutif n'est pas compétent, même en temps de guerre; il doit respecter tous les principes constitutionnels, sans distinction.

Voici à quel propos la cour de cassation a prononcé l'arrêt en question.

« Lors de la déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne, Gaulon, militaire français, s'étant réfugié en Belgique. On l'arrêta par ordre du Roi le ministre de la guerre et on l'enferma dans la citadelle de Gand. Gaulon prétendait que son arrestation était illégale et inconstitutionnelle. Il s'adressa au tribunal civil de Bruxelles, pour réclamer sa mise en liberté. M. le ministre de la guerre fit plaider que le pouvoir judiciaire était incompétent pour intervenir dans une mesure ordonnée par l'autorité militaire. Le tribunal de Bruxelles rejeta ce moyen d'incompétence, en disant que « la liberté est un droit civil et que la connaissance de toutes les contestations, qui ont pour objet l'exécution des lois civiles, est dévolue au pouvoir judiciaire par l'article 130 de la Constitution. » La cour d'appel de Bruxelles reforma la décision du tribunal, en posant en principe que l'arrestation de Gaulon était une mesure essentiellement militaire et que les autorités civiles sont absolument sans droit pour intervenir dans les dispositions ou opérations militaires.

D'où découle cette conséquence que l'autorité militaire pourrait confisquer toutes les propriétés et emprisonner tous les magistrats belges, sans que le pouvoir judiciaire ait le droit d'intervenir, du moment qu'il s'agit de la défense de notre neutralité. Et que, dès lors, l'article 130 de la Constitution, article transcrit, et-dessus : La théorie de la cour d'appel vient d'être consacrée par notre cour de cassation.

Cette théorie nous paraît mettre en péril le sort de nos libertés publiques. Nous ne prétendons pas que l'arrestation de Gaulon soit illégale, mais nous prétendons que la question de la légalité ou de l'illégalité de cette arrestation pouvait être soumise aux tribunaux belges et que ceux-ci sont compétents pour juger ces sortes de mesures, même quand elles sont ordonnées par l'autorité militaire.

« Les droits de l'autorité militaire en temps de guerre ne sont pas absolus; la Constitution reste debout, au milieu des conflits internationaux. Il est indispensable qu'une loi régle avec soin les attributions de l'autorité militaire, surtout en présence de la responsabilité de notre cour suprême. Sinon, il sera de de ce que la Belgique n'a plus d'autorité, ni loi, ni Constitution, ni pouvoir judiciaire, dès que notre armée est mise sur le pied de guerre, comme cela s'est fait au mois de juillet 1870. La question nous paraît mériter toute l'attention du législateur. »

SITUATION BUDGÉTAIRE. — 25 JUILLET 1872.

ACTIF.	PASSIF.
Capital.....	25,000,000 00
Reserves.....	122,028,237 22
Revenus de l'année.....	3,558,558 51
Revenus de l'exercice.....	228,336,563 09
Val. comm. sur l'exercice.....	28,921,359 78
Id. rem. sur l'exercice.....	60,000 00
Billets de banque en circulation.....	24,918,850 00
Fonds publics.....	1,464,962 32
Revenus de l'exercice.....	16,417,997 26
Reserve.....	16,418,119 34
Avances sur fonds publics.....	3,472,020 00
Comptes (Trésor public).....	73,837,883 69
Comptes (Trésor public).....	12,574,847 63
Immeubles.....	3,690,880 66
Trésor public—Fonds publics déposés.....	148,997,563 00
Trésor public—Fonds publics.....	140,639,738 00
Trésor public—Fonds publics.....	34,444,100 00
Trésor public—Fonds publics.....	34,444,100 00
Trésor public—Fonds publics.....	47,313,966 75
Trésor public—Fonds publics.....	47,313,966 75
Trésor public—Fonds publics.....	3,786,785 87
Trésor public—Fonds publics.....	607,746,001 30
Trésor public—Fonds publics.....	30,607,746,001 30

BULLETIN HEBDOMADAIRE

DE LA BOURSE DE BRUXELLES.

C'est aujourd'hui que s'ouvre la souscription à l'emprunt français de trois milliards effectués en trois lots de trois mois, tient en échec le monde des affaires.

La conclusion définitive de cette colossale opération sera, d'une part, un véritable soulagement pour le monde des finances, et, de l'autre, le point de départ d'un mouvement de reprise

nécessaire après la longue période d'expectative que nous venons de traverser.

En dehors de quelques affaires courantes, il ne se faisait plus rien de toutes les parts; tous les efforts convergèrent vers l'emprunt, le seul objectif du rentier, de l'arbitragiste et du spéculateur.

Mais nous voici en présence du fait accompli; d'ici à quelques jours nous connaîtrons le résultat définitif de cette colossale opération. En attendant, on vit dans le domaine des hypothèses; on se livre à mille conjectures, on se livre à mille raisonnements, on se livre à mille spéculations. Le seul fait certain, indiscutable et indiscutable, c'est le très-grand succès immédiat de l'emprunt. Ce qui est plus controversé, c'est le sort de l'opération à un terme plus éloigné. Il est incontestable qu'à cette heure il a été vendu et par conséquent acheté, sous la forme du *terme* et *d'attente*, une bonne partie de l'emprunt, c'est-à-dire que le vendeur est en réalité le souscripteur d'aujourd'hui et que, par conséquent, l'emprunt ne se trouve déjà plus aux mains de ceux qui étaient le plus aptes à le garder. Quelle est la valeur de ceux qui l'ont acheté par quantités importantes, trop importantes peut-être? Seront-ils à même de soutenir leur opération?

Nous avançons que la solution de cette question ne nous inquiète guère. Au demeurant, l'argent ne restera-t-il pas abondant, et trouvera-t-il un meilleur emploi que dans le 5 p. c. français au taux actuel? Si donc les forces faisaient défaut à la spéculation, le capital serait là pour lui venir en aide.

Pour en revenir aux hypothèses, l'emprunt sera souscrit deux fois selon les uns; quatre fois selon les autres. Disons trois fois pour prendre une bonne moyenne. C'est-à-dire qu'il serait demandé dix milliards cinq cents millions environ pour trois milliards cinq cents millions, et comme ces dix milliards cinq cents millions doivent être garantis par un premier versement de fr. 14-50, il aura nécessité un déplacement de un milliard cinq cents millions, tandis qu'en réalité il ne faut que cinq cents millions. Il va donc s'opérer, aussitôt la répartition faite, un retour de un milliard. C'est beaucoup plus qu'il n'en faut pour provoquer une reprise des plus accentuées dont les signes précurseurs se font déjà sentir à la Bourse.

Quelle sera la part de la Belgique dans cette opération; elle sera grande, si chacun des établissements financiers de banque chargés de recueillir les souscriptions apportent un contingent digne d'elle et de leurs relations à l'étranger.

Nous pensons donc que la Belgique pourrait bien souscrire de manière à obtenir le sixième de l'emprunt, ou 580 millions environ. Mais ce n'est qu'une hypothèse. Les souscriptions réelles impliqueront un versement définitif de 84 millions et un versement provisoire comprenant des charges sur l'étranger de 232 millions.

Cela est il de nature, les fonds déposés restant Belgique jusqu'à la répartition, à jeter une perturbation nouvelle dans notre marché financier? Nous le pensons d'autant moins que les ressources financières de la Belgique sont si sagement sorties du courant des affaires et depuis longtemps préparées, sans compter qu'une grande partie de la somme nécessaire sera payée en traites sur l'étranger que le gouvernement français accepte en paiement des banquiers chez lesquels il ouvre la souscription.

La Banque nationale n'a pas la même manière de voir; elle sera grande, si chacun des établissements financiers de banque chargés de recueillir les souscriptions apportent un contingent digne d'elle et de leurs relations à l'étranger.

Nous pensons donc que la Belgique pourrait bien souscrire de manière à obtenir le sixième de l'emprunt, ou 580 millions environ. Mais ce n'est qu'une hypothèse. Les souscriptions réelles impliqueront un versement définitif de 84 millions et un versement provisoire comprenant des charges sur l'étranger de 232 millions.

Cela est il de nature, les fonds déposés restant Belgique jusqu'à la répartition, à jeter une perturbation nouvelle dans notre marché financier? Nous le pensons d'autant moins que les ressources financières de la Belgique sont si sagement sorties du courant des affaires et depuis longtemps préparées, sans compter qu'une grande partie de la somme nécessaire sera payée en traites sur l'étranger que le gouvernement français accepte en paiement des banquiers chez lesquels il ouvre la souscription.

La Banque nationale n'a pas la même manière de voir; elle sera grande, si chacun des établissements financiers de banque chargés de recueillir les souscriptions apportent un contingent digne d'elle et de leurs relations à l'étranger.

Nous pensons donc que la Belgique pourrait bien souscrire de manière à obtenir le sixième de l'emprunt, ou 580 millions environ. Mais ce n'est qu'une hypothèse. Les souscriptions réelles impliqueront un versement définitif de 84 millions et un versement provisoire comprenant des charges sur l'étranger de 232 millions.

Cela est il de nature, les fonds déposés restant Belgique jusqu'à la répartition, à jeter une perturbation nouvelle dans notre marché financier? Nous le pensons d'autant moins que les ressources financières de la Belgique sont si sagement sorties du courant des affaires et depuis longtemps préparées, sans compter qu'une grande partie de la somme nécessaire sera payée en traites sur l'étranger que le gouvernement français accepte en paiement des banquiers chez lesquels il ouvre la souscription.

La Banque nationale n'a pas la même manière de voir; elle sera grande, si chacun des établissements financiers de banque chargés de recueillir les souscriptions apportent un contingent digne d'elle et de leurs relations à l'étranger.

Nous pensons donc que la Belgique pourrait bien souscrire de manière à obtenir le sixième de l'emprunt, ou 580 millions environ. Mais ce n'est qu'une hypothèse. Les souscriptions réelles impliqueront un versement définitif de 84 millions et un versement provisoire comprenant des charges sur l'étranger de 232 millions.

Cela est il de nature, les fonds déposés restant Belgique jusqu'à la répartition, à jeter une perturbation nouvelle dans notre marché financier? Nous le pensons d'autant moins que les ressources financières de la Belgique sont si sagement sorties du courant des affaires et depuis longtemps préparées, sans compter qu'une grande partie de la somme nécessaire sera payée en traites sur l'étranger que le gouvernement français accepte en paiement des banquiers chez lesquels il ouvre la souscription.

La Banque nationale n'a pas la même manière de voir; elle sera grande, si chacun des établissements financiers de banque chargés de recueillir les souscriptions apportent un contingent digne d'elle et de leurs relations à l'étranger.

Nous pensons donc que la Belgique pourrait bien souscrire de manière à obtenir le sixième de l'emprunt, ou 580 millions environ. Mais ce n'est qu'une hypothèse. Les souscriptions réelles impliqueront un versement définitif de 84 millions et un versement provisoire comprenant des charges sur l'étranger de 232 millions.

Cela est il de nature, les fonds déposés restant Belgique jusqu'à la répartition, à jeter une perturbation nouvelle dans notre marché financier? Nous le pensons d'autant moins que les ressources financières de la Belgique sont si sagement sorties du courant des affaires et depuis longtemps préparées, sans compter qu'une grande partie de la somme nécessaire sera payée en traites sur l'étranger que le gouvernement français accepte en paiement des banquiers chez lesquels il ouvre la souscription.

En obligations de chemins de fer, la reprise la plus marquée a été pour celles du groupe des lignes cédées à l'Etat : les Centre, qui étaient descendus à 268-50, remontent à 275; les Haut-Flandre remontent de 256-50 à 260; et les Braine-Courtrai sont de 276-50 à 272-50. De leur côté, les Luxembourg, tombés un jour à 473, sont bientôt revenus à 480.

La reprise a été d'autant plus facile qu'il s'agit de valeurs de chemins de fer comptant une catégorie de spéculateurs qui comptent profiter des réalisations précipitées et multiplier les bénéfices. Mais il est trop révélateur pour être fécond en résultats. La faiblesse a été de courte durée et il a suffi de quelques achats pour ramener la plupart des valeurs à leurs prix normaux.

En actions de chemins de fer, nous devons une mention toute spéciale aux Anvers-Rotterdam en hausse de 50 francs, à 450, sans autre motif que la progression constante des recettes du Grand-Central.

Les actions de nos grands établissements financiers sont bien tenues : la Banque nationale en hausse de 3-25 à 3-230. Les Banques de Belgique plus fermes de 980 à 992-50; les Capital de la Société générale à 1,162-50 et les Mutualité à 835.

Quoi qu'il en soit, nous voyons déjà dans nos réserves quel rôle jouent les maisons chargées de recueillir en Belgique les souscriptions à l'emprunt français acceptent le papier sur l'étranger, nous croyons utile de le répéter ici; ce sont : 25-43 pour les Londres, 210-50 pour l'Amsterdam, 376 pour le Berlin, 187 7/8 pour le Hambourg, 214 7/8 pour le Francfort et enfin le pair pour le papier belge.

Le papier sur Paris, qui n'est pas accepté pour la souscription, est à 3 par mille de perte.

Actes officiels. (Extraits du Moniteur.)

— JUGE DE PAIX. — Par arrêté royal du 26 juillet, la démission du sieur Remy (C.), de ses fonctions de juge de paix du canton de Beveren, est acceptée.

Le sieur Remy est admis à faire valoir ses droits à la pension.

— SOCIÉTÉS ANONYMES. — Un arrêté royal du 26 juillet a autorisé l'établissement de la Société anonyme des sucres de Vise, et approuve ses statuts, tels qu'ils sont consignés dans un acte public reçu par le notaire Bie, à Liège, le 3 courant.

— CORPS DES PONTS ET CHAUSSEES. — Par arrêté royal du 15 juillet, le sieur Dauter (Ch.), ingénieur de 2^e classe, a été promu à la 1^{re} classe de son grade.

— ADMINISTRATION DES CHEMINS DE FER. — Par arrêté royal du 26 juillet, le bureau de perception des postes, qui sera rangé dans la 4^e classe, a été créé à Lebeberg-Land.

— Nous croyons utile de rappeler au public que, par arrêté royal du 31 décembre 1871, le receveur de l'enregistrement des actes judiciaires au chef-lieu de chaque arrondissement administratif est chargé de débiter aux intéressés les formules timbrées pour permis de port d'armes de chasse; par exception, le débet est conservé au receveur du timbre extraordinaire à Liège.

Les intéressés doivent donc désormais, avant de se présenter chez le commissaire d'arrondissement pour obtenir les permis, s'adresser chez le receveur précité, pour y faire l'acquisition de la formule.

Dans le cas où le permis serait refusé, le coût de cette formule sera remboursé.

La distribution des prix aux élèves des établissements d'instruction publique de la ville, auront lieu dans l'ordre suivant :

Le 12 août, à onze heures : Athénée;

Le 13 id. id. Cours d'éducation pour les jeunes filles;

Le 14 août, à onze heures : Ecoles moyennes;

Le 15 id. id. Ecoles primaires.

Ces distributions seront faites dans le temple des Augustins.

Le bourgmestre fait connaître au public que, pendant le mois d'août, le marché de l'abbaye de Bruxelles sera ouvert, aux jours ordinaires, à partir de six heures du matin.

— Les inscriptions pour le concours du jeu de petite balle au tamis, offert par la ville de Bruxelles, seront reçues jusqu'au dimanche 4 août à 7 heures du soir.

Le tirage au sort entre parties inscrites aura lieu le 10 août à 8 heures du soir, au local de la Société royale du Jeu de Petite Balle au tamis, rue Bodenbroeck, 18.

— Une tentative d'assassinat a été commise, jeudi soir, dans un des hôtels situés rue du Progrès, en face de la gare du Nord. Vers dix heures du soir, la détonation d'une arme à feu se fit entendre au second étage, dans une chambre occupée par un jeune docteur et sa dame, arrivés depuis quelques jours seulement.

On trouva l'homme, la figure ensanglantée, racontant qu'un individu qu'il n'avait pu reconnaître, avait pénétré dans sa chambre et chargé sur lui un coup de pistolet.

La police était survenue, elle se mit à la recherche de l'auteur de cet acte criminel, mais toutes ses recherches furent vaines. Tout fut soigneusement exploré : les caves, les greniers, les cheminées, le toit. On ne découvrit rien, et déjà le public, ne s'expliquant pas qu'un homme aurait pu disparaître en aussi peu de temps, était d'avis que cette tentative d'assassinat pouvait bien être un suicide, lorsque le lendemain matin le propriétaire-estaminet, la *Ville d'Andenarde*, situé quatre maisons plus loin que l'hôtel qui avait été le théâtre de la tentative, découvrit blotté dans son jardin un individu qui lui était inconnu.

Il informa de ce fait un agent de police qui arrêta cet homme qui avait spontanément déclaré l'auteur de l'acte criminel posé la veille; il avait, disait-il, traversé successivement, en franchissant les murs de clôture, quatre cours, puis s'était échappé, parce que les murs en étaient trop élevés et qu'il avait inutilement cherché un moyen quelconque pour les gravir.

Conduit devant le commissaire de police, ce jeune homme, sous-officier de cavalerie rouennais, qui fait partie depuis quelque temps de notre école de guerre, entra immédiatement dans la voie des aveux.

Lorsqu'il fut envoyé par le gouvernement roumain à Bruxelles pour y compléter son éducation militaire, il enleva la femme d'un de ses amis. Le mari se mit à la poursuite des fugitifs et un beau jour il pénétra dans leur appartement, le revolver à la main, menaçant l'ami qui avait trompé de lui brûler la cervelle s'il ne lui signait à l'instant une déclaration par laquelle il reconnaissait l'enlèvement dont il s'était rendu coupable. L'amant signa et le mari dut se retirer emportant sa déclaration. Cependant le mari avait rencontré quelques jours plus tard, sa femme infidèle, une reconnaissance eut lieu et les époux s'en allèrent s'installer à l'hôtel de Berlin.

CONSERVATION PAR LE PROGRÈS

ANNONCES ORDINAIRES, 30 cent. la petite ligne, payable par anticipation (avant les annonces), à fr. 50 la ligne.

FAITS DIVERS (avant les annonces), 3 fr. la ligne.

Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à M. HAYAT, rue J.-J. Rousseau, 51, ou à M. LAFFITTE, BULLIER et Co, 8, place de la Bourse.

Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HAASENSTEIN et VOGELER à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Dresde, Vienne, Breslau, Stuttgart, Munich, Bâle, St-Gall, Zurich, Genève et Lausanne; pour l'Angleterre, à Londres, à M. A. MAURICE, 13, Tavistock Row, M. G. STREET, 30, Cornhill, E. C. M. F. ALCAR, Clements Lane, 8, Lombard st.

Jeudi soir, l'amant et le mari se rencontrèrent au Théâtre-Lyrique; ils eurent quelques chuchotements, puis se séparèrent. Le mari quitta le théâtre, le sous-officier le suivait. Il vit le mari entrer dans l'hôtel d'André, y entra à son tour, puis, peu d'instants après, il entra dans la chambre occupée par les époux. A son tour, il était armé d'un revolver et, s'adressant au mari, il lui dit : Vous allez signer ou je vous casse la tête! Le mari s'exécuta, et au moment où il venait de remettre la pièce, il reçut un coup de pistolet sous l'oreille gauche, puis un deuxième coup qui lui affleura l'épaule du même côté. Puis l'assassin prit la fuite.

Il n'a manifesté aucun regret de l'acte qu'il avait commis et a déclaré, le plus froidement possible, qu'il avait eu l'intention de tuer le mari de celle qu'il aimait. Les blessures de ce dernier sont peu graves. Il a pu se rendre, hier, chez le magistrat chargé de l'instruction de cette affaire.

— On lit dans le *Journal de Gand* : « Nous apprenons que M. Van Bastelaere, bourgmestre de Wachtebeke, s'est noyé hier; on attribue cet événement au chagrin qu'il éprouvait de la célébrité que les catholiques lui avaient faite dans les dernières semaines. »

Nécrologie.

On annonce de Munich la mort du fameux docteur Ch. Zander, fondateur et rédacteur du non moins fameux *Volks-Zeitung* bavarois, qui s'est fait une spécialité en traduisant dans l'idiome inculte et si pitoyablement grossier de la Basse-Bavière, toutes les rancunes et les prétentions du parti ultramontain. Ce journal, qui n'était pas, du reste, à ce point de vue, rédigé sans talent, continue à poursuivre les mêmes tendances sous la direction du fils du défunt.

— On annonce la mort du marquis de Tejada, ancien ambassadeur d'Espagne et président du conseil d'Etat. Il avait joué un rôle politique des plus importants pendant ces vingt dernières années.

Le marquis de Tejada est mort d'une attaque d'apoplexie foudroyante dans son hôtel des Champs-Élysées.

Communications et avis divers.

EMPRUNT FRANÇAIS.

La maison J. ALLARD, 2, PLACE DE LA MONNAIE, A BRUXELLES, est officiellement chargée par le gouvernement français de recevoir les souscriptions à l'emprunt. Les bureaux seront ouverts les dimanche 28 et lundi 29 courant, de 9 à 4 heures.

EMPRUNT 1872. La CAISSE des EMPRUNTS de la VILLE d'ÉTATS, 100, rue de Richelieu, Paris, avance les sommes pour la souscription contre dépôt de titres qu'il serait onéreux de vendre aux cours actuels. 2818

Faillite de la Société Belgo-Néerlandaise de Tonnage, établie à Gand.

VENTE PUBLIQUE

Par ministère compétent, le 12 août 1872, à trois heures de relevée, devant l'écluse, près de la ci-devant porte du Sas, à Gand :

Du matériel de ladite Société, consistant notamment en quatre tonneaux, un câble métallique d'environ 3 centimètres de diamètre, immergé dans le canal de Terneuzen, depuis l'écluse de Gand jusqu'aux échelles de Terneuzen; trois parties de câble, se trouvant une partie à Gand, une à Riombe et une à Zelzate, le tout d'une longueur d'environ 38,000 mètres; 4 câbles d'environ 4,800 mètres, câbles, amarres, 2 grandes poulies de rechange, 4 pompes à presser les chaudières, enclume et accessoires de forge, lanternes en cuivre, huiles, graisses, colliers, fioles, cuivre et fer, etc., etc.

NOTA. — Le 12 août 1872, à 3 heures de relevée, il sera procédé publiquement à l'essai des tonneaux mis en vente à l'écluse du canal de Terneuzen à Gand. 2799

POUR CAUSE DE FAILLITE.

VENTE PUBLIQUE.

Le mardi 6 août 1872, à 9 heures du matin, à la requête de MM. P. ANSTERS et T. VAN VICHTELIN, curateurs, il sera procédé au magasin de M. de Marneffe, situé Marché-aux-Houblons, à Alost, à la vente publique des houblons, provenant de la faillite du prédit M. De Marneffe et consistant en :

6 balles Houblon 1868.
4 „ „ „ 1867.
23 „ „ „ 1866.
433 „ „ „ 1865.
27 „ „ „ 1870.
53 „ „ „ 1871.

Les houblons seront à l'inspiration des amateurs le samedi 3 et le lundi 5 août 1872, de 10 heures du matin à midi, au magasin précité.

La vente se fera au comptant avec augmentation de 10 p. c. par frais.

Les conditions particulières seront annoncées avant la vente. — Qu'on se le dise. 2837

AVIS.

Municipalité de la ville de Jassy (Roumanie).

Le conseil communal de la ville de Jassy, ayant décidé, dans sa séance du 25 juin, d'adopter en principe l'introduction du système d'éclairage par le gaz, ouvre un concours pour l'exploitation d'une concession de ce genre et invite les sociétés qui veulent se charger de l'entreprise de lui adresser leurs propositions au bourgmestre de la ville de Jassy soussigné du 20 août au 1^{er} septembre 1872. L'adjudication définitive de cette concession aura lieu le 24 septembre, à Jassy, où l'on pourra prendre connaissance du cahier des charges et autres clauses et conditions.

Le bourgmestre de la ville de Jassy, N. GANE.

EMPRUNT NATIONAL FRANÇAIS 1872

Extrait de l'arrêté ministériel du 20 juillet 1872.

Une souscription publique est ouverte pour la réalisation de l'emprunt national de 3 milliards de francs en rentes 5 p. c., autorisé par la loi du 15 juillet 1872.

La souscription sera ouverte les dimanche 28 et lundi 29 juillet 1872.

Les rentes seront émises au taux de 84 francs 50 centimes, avec jouissance à compter du 16 août 1872.

Il ne sera point admis de souscription inférieure à 5 fr. de rente.

Au-dessus de cette somme, les souscriptions seront reçues pour 10 fr. de rente et les multiples de 10 fr.

Chaque souscripteur devra au moment de la souscription, à titre de garantie des engagements qu'il contracte envers le trésor, verser une somme de 14 fr. 50 centimes par 5 fr. de rente.

Art. 3. Le paiement de l'emprunt sera effectué comme suit :

44 fr. 50 c. pour chaque somme de 5 francs de rente attribuée dans la répartition.

Le surplus, échelonné en vingt termes mensuels, exigibles, savoir : le premier terme, le 21 septembre 1872; et les dix-neuf autres termes, le 11 de chaque mois, du 11 octobre 1872 au 11 avril 1874.

Les arrérages trimestriels de rente échéant les 16 novembre 1872, 16 février, 16 mai, 16 août, 16 novembre 1873 et 15 février 1874, seront reçus en atténuation des termes de l'emprunt exigibles le 11 des mêmes mois.

Art. 6. Un avis officiel fera connaître le taux de la réduction proportionnelle à laquelle les souscriptions seront soumises, si l'ensemble des souscriptions reçues dépasse la somme de rentes à créer.

Dans la répartition qui sera opérée entre ces souscriptions, il ne sera pas tenu compte des fractions qui donneraient droit à moins de 2 fr. 50 c. de rente, et les fractions de 2 fr. 50 c. et au-dessus seront converties pour 5 francs de rente.

Les versements par anticipation ne seront reçus qu'après la répartition, soit par l'intégralité d'un ou de plusieurs termes, soit pour la libération entière du certificat d'emprunt. Ils donneront lieu à une bonification d'escompte qui courra du jour du versement et dont le taux, fixé, quant à présent, à 6 p. c. l'an, pourra être modifié par un

arrêté ministériel. Le taux de 6 p. c. ne sera modifié avant le 31 octobre 1872.

A partir du jour qui sera fixé par un avis officiel, les récépissés provisoires au porteur seront échangés, aux caisses des comptables où les inscriptions auront été reçues, contre des certificats d'emprunt au porteur, avec faculté de les rendre nominatifs.

Les certificats d'emprunt seront munis de coupons trimestriels d'arrérages et de talons de versements.

Dans le cas où les souscriptions seraient réduites, les souscripteurs recevront, en même temps que le certificat d'emprunt, le remboursement de la somme excédant le montant de leur versement, à moins qu'ils ne préfèrent l'imputer à la libération d'un ou de plusieurs termes avec bonification, à leur profit, de l'escompte à partir du 29 juillet.

Tout porteur d'un récépissé provisoire qui, à la date du 31 août 1872, n'aurait pas réclamé cet excédant, sera considéré comme l'acceptant aux termes à échoir.

Les souscripteurs de 5,000 francs de rente et au-dessus pourront dans un délai qui sera indiqué au Journal officiel, et qui ne pourra dépasser dix jours à partir de la clôture de la souscription, réclamer le remboursement d'une portion de leurs versements correspondante à la réduction de leur souscription.

Aussitôt après la libération intégrale des certificats d'emprunt, il sera délivré, en échange de ces titres, des inscriptions de rente qui pourront être nominatives, mixtes ou au porteur, au choix des parties.

Le versement des termes mensuels doit s'effectuer dans un délai de quinze jours à dater de l'échéance.

En cas de retard, le débiteur sera passible, de plein droit et sans mise en demeure préalable, des intérêts envers le Trésor à raison de 6 p. c. l'an, à partir de l'échéance du terme.

A défaut de paiement d'un terme échu dans le délai d'un mois, le montant du certificat deviendra exigible en totalité. En outre, le ministre pourra déclarer le porteur déchu de son droit et faire effectuer la vente de la rente représentée par le certificat, pour le remboursement de la somme due au trésor.

LA BANQUE BELGE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

est officiellement chargée par le gouvernement français de recevoir les souscriptions à l'emprunt de

TROIS MILLIARDS

La souscription sera ouverte, à Bruxelles, dans les bureaux de la Banque belge du Commerce et de l'Industrie, rue du Marais, 58, le dimanche 28 et le lundi 29 courant, de 10 heures du matin à 4 heures de l'après-midi.

Immeubles en Suisse.

PROPRIÉTÉ DU PRINCE NAPOLEON

A VENDRE

EN TOTALITÉ OU EN PARTIE.

Grande et belle terre de rapport et d'agrément sur les bords du lac Léman, à 23 kil. de Genève.

Contenance 88 hectares, dont 26 hectares de vignes et 42 hectares de bois de haute futaie. Le reste en prairies et allées. Cavo pour 200,000 litres, 3 pressoirs, 4 moutons; 1,000 mètres de façade. Baignés par le lac.

S'adresser à M. GINZBOURG, architecte à Genève, 6, rue Bonivard, ou à M. MARTIN, notaire, à Nyon, canton de Vaud, pour avoir plan et notices détaillées.

SAISON D'ÉTÉ

SAISON D'ÉTÉ 1872

Les Eaux salines et sulfatées de Hombourg sont recommandées par les plus célèbres médecins comme un remède efficace contre les maladies de l'estomac, des intestins et du foie.

L'établissement des Bains comprend le service hydrothérapique, les Bains et Bouches de gaz acide carbonique, les Bains salins avec addition d'eaux-mères, la cure de petit-lait.

Le calme, la fraîcheur du pays, l'air vif pur des montagnes, la variété des excursions et des promenades, tout concourt au rétablissement de la santé.

SAISON D'ÉTÉ

SAISON D'ÉTÉ 1872

Les Eaux salines et sulfatées de Hombourg sont recommandées par les plus célèbres médecins comme un remède efficace contre les maladies de l'estomac, des intestins et du foie.

L'établissement des Bains comprend le service hydrothérapique, les Bains et Bouches de gaz acide carbonique, les Bains salins avec addition d'eaux-mères, la cure de petit-lait.

Le calme, la fraîcheur du pays, l'air vif pur des montagnes, la variété des excursions et des promenades, tout concourt au rétablissement de la santé.

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SOCIÉTÉ DES BATEAUX À VAPEUR DE HULL

NAVIGATION RÉGULIÈRE ENTRE ANVERS ET HULL

Par les magnifiques bateaux à vapeur de 1^{re} classe FAIR, capitaine Zee, TIGER, capitaine Eldermore; PRINCE, capitaine Roach.

Partant d'ANVERS tous les mercredis à 11 heures du matin, et de HULL tous les samedis après 6 heures du soir.

PRIX DES PLACES :
1^{re} chambre 45 sh.
2^e chambre 40 sh.
BILLETS D'ALLER ET RETOUR (valable pendant un mois).
1^{re} chambre 22 sh. 6 d.

Cette route est la moins coûteuse et la plus commode pour se rendre dans les importants districts du Yorkshire et du Lancashire et dans tous les principaux ports de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande.

S'adresser pour tous les renseignements à MM. BROWNLOW LUNDSEN et C^{ie} SANDPAPM THOMPSON, à Hull; VANDEN BERGH fils à Anvers; SAMUEL VASSE, Montagne de la Cour, à Bruxelles.

LE VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD

(avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

VÉRITABLE REMÈDE LE ROY

à Docteur SIGNORET, seul Successeur, rue de Seine, 51, PARIS.

Prix 6 fr.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.

Le VASTÉ ET BEL HOTEL du NORD (avec casino), rue Pierre-Hardie, 4, Meiz, à vendre par adjudication volontaire, le samedi 3 août 1872, à 2 heures de l'après-midi, dans l'hôtel même. S'adresser à MM. ESPRAC, notaire, et à M. LALLE, ancien huissier à Meiz.

Un courtisier, ayant acquis une expérience pratique par suite de longues années de travail, demande à se placer de suite, de même que chef d'atelier de teinturerie et un maître teinturier. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la Presse, 11, rue de la Harpe, à Paris.